



Institut
EGA

L'espace balte, front stratégique européen : menaces russes et défis de sécurité collective

Alexandre Negrus

Président fondateur de l'Institut d'études de géopolitique appliquée.

28 octobre 2026

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Comment citer cette publication :

Alexandre Negrus, « L'espace balte, front stratégique européen : menaces russes et défis de sécurité collective », Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 28 octobre 2026.

66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Résumé exécutif	2
Un resserrement stratégique qui redessine l'Europe du Nord.....	4
La géographie de la Baltique au cœur du rapport de force	5
La cohésion de l'Alliance à l'épreuve	8
La stratégie des États baltes : une dissuasion par déni	9
Une défense nord-européenne plus cohérente.....	10
Bibliographie	11

Résumé exécutif

La mer Baltique est devenue l'un des principaux espaces de confrontation entre la Russie et les pays occidentaux. La guerre à grande échelle en Ukraine déclenchée par la Russie le 24 février 2022, suivie de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN en avril 2023 puis celle de la Suède en mars 2024, ont profondément modifié l'équilibre stratégique en Europe du Nord. La Russie conserve des accès maritimes essentiels autour de Saint-Petersbourg et de Kaliningrad, mais elle évolue désormais dans un environnement régional où la présence de l'Alliance atlantique s'est considérablement renforcée.

Cette évolution géographique s'accompagne d'une transformation des modes de confrontation. Les dommages causés aux infrastructures sous-marines, les perturbations des signaux GPS et les violations d'espaces aériens mais aussi les actes de sabotage et les activités de la flotte fantôme russe illustrent la place croissante des actions menées sans recourir directement à la force militaire. Ces actions, dont l'origine et les responsabilités sont parfois difficiles à établir, permettent d'exercer une pression sur les États européens tout en restant en deçà d'un affrontement militaire ouvert. Elles mettent à l'épreuve leurs capacités de surveillance, leur aptitude à protéger les infrastructures essentielles et la cohésion politique de l'OTAN.

Les États baltes occupent une place centrale dans cette dynamique. Leur histoire, marquée par l'annexion soviétique et les déportations, explique leur perception aiguë de la menace russe. Leur soutien à l'Ukraine répond à la conviction que l'issue de la guerre aura des conséquences directes sur leur propre sécurité. Depuis 2014, ils figurent parmi les pays européens les plus engagés dans le renforcement de leurs capacités militaires. Leurs dépenses de défense, qui se situent selon les pays autour de 3,4 à 4 % du produit intérieur brut (PIB), témoignent de cette priorité. Leur stratégie repose sur une logique de dissuasion par déni, dont l'objet est de rendre toute agression russe aussi difficile et coûteuse que possible jusqu'à convaincre Moscou qu'une offensive ne pourrait pas atteindre ses objectifs.

L'adhésion de la Finlande à l'OTAN en 2023, puis celle de la Suède en 2024, a modifié la géographie de la défense européenne. La mer Baltique s'inscrit désormais dans un ensemble de défense qui relie plus étroitement les pays nordiques, la mer de Norvège et les espaces arctiques. Cette continuité géographique a un impact sur la coordination opérationnelle dès lors qu'elle permet de mieux coordonner les forces et de faciliter le déplacement des renforts ainsi que la surveillance maritime. Elle réduit par ailleurs les possibilités d'isolement des États baltes en cas de crise ou de guerre. Cette évolution s'accompagne d'une adaptation de sa posture militaire. Lancée en janvier 2025, l'opération *Baltic Sentry* vise à renforcer la surveillance de la mer Baltique et la protection des infrastructures sous-marines. En septembre 2025, *Eastern Sentry* est venue compléter ce dispositif après des violations de l'espace aérien de plusieurs pays alliés, en renforçant la vigilance sur le flanc oriental de l'Alliance.

L'avenir de la région dépendra de plusieurs facteurs étroitement liés. Le premier est la trajectoire militaire de la Russie après la guerre en Ukraine, dont l'issue ne paraît pas proche. Même si les combats venaient à (temporairement) cesser, Moscou pourrait chercher à reconstituer ses forces et à renforcer ses capacités militaires à proximité des frontières de l'OTAN. Le deuxième facteur sera la réalité du réarmement européen. Les annonces budgétaires ne suffiront pas si elles ne se traduisent pas par des équipements disponibles, des stocks de munitions suffisants, des forces entraînées et une capacité à agir ensemble. Le troisième, enfin, est politique. Les Européens devront déterminer jusqu'où ils sont prêts à s'engager pour défendre l'Ukraine et garantir leur propre sécurité. Une défaite ukrainienne modifierait profondément l'équilibre des forces sur le continent en défaveur des Européens. Ces derniers ont un choix stratégique à faire : accepter que la menace russe redessine progressivement les rapports de force ou investir durablement dans les moyens de lui résister.

La stabilité de la Baltique dépendra finalement de la capacité des Alliés à maintenir une dissuasion crédible, à réduire les vulnérabilités de leurs infrastructures tout en réagissant de manière coordonnée aux actions hostiles. L'enjeu est de préserver la liberté d'action des États européens sans laisser la répétition des incidents créer les conditions d'une crise ouverte.

Un resserrement stratégique qui redessine l'Europe du Nord

Depuis la fondation de Saint-Pétersbourg en 1703, la mer Baltique constitue pour la Russie une ouverture sur l'Europe. Cette ambition géographique a traversé les transformations de l'Empire russe, les guerres européennes et la disparition de l'Union soviétique. Après 1991, Moscou a conservé des accès maritimes essentiels autour de Saint-Pétersbourg et de Kaliningrad, qui lui permettaient de maintenir une présence dans un espace largement intégré aux échanges européens.

L'équilibre stratégique a profondément changé avec l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, le 4 avril 2023, puis celle de la Suède, le 7 mars 2024. Ces deux élargissements ont transformé la géographie militaire de l'Europe du Nord. La Russie conserve ses accès à la mer Baltique, notamment depuis Saint-Pétersbourg et l'enclave de Kaliningrad, mais elle doit désormais composer avec une Alliance qui dispose d'une présence renforcée autour de cette mer et de meilleures possibilités de coordination entre ses membres. La Finlande apporte à l'OTAN plus de 1 300 kilomètres de frontière terrestre avec la Russie, tandis que la Suède renforce la capacité de l'Alliance à surveiller et à défendre le centre de la Baltique, notamment autour de l'île de Gotland. En sus de la question du contrôle maritime, les conséquences dépassent concernant aussi la liberté de mouvement des forces russes, la protection de leurs bases, l'accès aux routes maritimes et la capacité de Moscou à exercer une pression militaire sur ses voisins. La Russie doit également tenir compte de nouvelles possibilités de renforcement des défenses alliées, de circulation des troupes et de coordination des opérations entre les pays nordiques et les États baltes. Les détroits danois, qui relient la Baltique à la mer du Nord, prennent à cet égard une importance particulière. Cette nouvelle configuration, loin de priver Moscou de toute capacité d'action, réduit malgré tout sa marge de manœuvre et rend plus difficile toute tentative d'intimidation militaire dans la région. Paradoxalement, c'est aussi cette réduction de marge de manœuvre qui pousse le Kremlin à faire preuve d'une agressivité croissante dans la région. Pour la Russie, l'élargissement de l'OTAN au Nord constitue ainsi un revers géopolitique majeur. La guerre engagée contre l'Ukraine devait notamment empêcher l'Alliance de se rapprocher davantage des frontières russes, mais elle a conduit deux pays jusque-là non membres à rejoindre ses rangs. La Russie se retrouve donc confrontée à une situation contraire à l'un de ses objectifs stratégiques initiaux.

Moscou cherche désormais à préserver sa capacité à peser sur les décisions des pays européens, tout en protégeant ses installations militaires et ses voies d'accès maritimes. La Russie conserve pour cela des moyens militaires conventionnels, notamment sa flotte de la Baltique, ses systèmes de missiles et ses capacités de guerre électronique. Elle a également recours à des actions moins ouvertement hostiles. Ces actions, dites « sous le seuil » de la guerre ouverte, sont suffisamment variées et régulières pour créer un état de tension permanent chez les Alliés de l'OTAN. La Russie procède ainsi à des manœuvres militaires provocatrices, des perturbations des systèmes de navigation et des opérations de sabotage. Elle exploite en outre

des activités de navires civils susceptibles de servir à des opérations d'influence ou de renseignement. Cette stratégie ne doit pas masquer les revers que Moscou a subis depuis le début de son invasion à grande échelle de l'Ukraine, en février 2022. Sur le plan tactique et opérationnel, l'armée russe a subi des pertes humaines et matérielles considérables, rencontré des difficultés à atteindre plusieurs de ses objectifs et dû adapter ses méthodes de combat face à la résistance ukrainienne. Sur le plan géopolitique, les conséquences sont tout aussi importantes car l'Ukraine a renforcé ses liens avec les pays occidentaux, la Finlande et la Suède ont rejoint l'OTAN et les États européens ont engagé un réarmement destiné à réduire leur vulnérabilité face à la Russie tout en engageant un lent processus d'autonomisation vis-à-vis de l'allié américain de moins en moins fiable. La Russie conserve toutefois des moyens militaires importants et cherche à reconstituer ses forces, notamment à proximité de la Finlande.

Dans la région baltique, cette confrontation se manifeste par une succession d'incidents qui entretiennent une pression constante sur les pays de l'Alliance. En octobre 2025, les services de renseignement militaire danois ont signalé plusieurs comportements dangereux de navires de guerre russes dans les détroits danois. Certains auraient suivi des trajectoires de collision avec des bâtiments danois, pointé leurs armes vers des navires ou des hélicoptères et perturbé les systèmes de navigation. Parallèlement, les dommages subis par des câbles sous-marins et les infrastructures énergétiques de la Baltique ont renforcé les inquiétudes concernant les risques de sabotage. Les incursions de drones et la présence de débris de drones en Estonie, en Lettonie et en Lituanie montrent à quel point la guerre en Ukraine peut déborder sur le territoire des pays voisins. Ces actions ont pour objectif de tester la vigilance des Alliés tout en perturbant leurs activités. Moscou cherche en outre à mobiliser leurs moyens de surveillance et entretenir le doute sur les intentions. Pour l'OTAN, l'enjeu est de répondre à ces actes évitant l'écueil de banaliser ces provocations, tout en évitant qu'un incident isolé déclenche une escalade militaire.

La géographie de la Baltique au cœur du rapport de force

La configuration physique de la Baltique lui confère une importance stratégique. Mer relativement peu profonde et largement fermée, elle communique avec la mer du Nord par les détroits danois. Le trafic maritime russe qui quitte notamment les ports de Primorsk et d'Oust-Louga doit emprunter ces passages pour rejoindre l'Atlantique.

Les ports russes de la mer Baltique, notamment Primorsk et Oust-Louga, jouent un rôle majeur dans les exportations d'hydrocarbures du pays. Ils servent principalement à expédier du pétrole brut et des produits raffinés, comme le diesel, vers les marchés internationaux. Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022, les sanctions occidentales ont modifié les circuits commerciaux russes. L'Union européenne a fortement réduit ses importations de pétrole russe transporté par voie maritime, tandis que la Russie a réorienté une part importante de ses ventes vers l'Asie, en particulier vers la Chine et l'Inde. En 2024, ces deux pays

représentaient l'essentiel des exportations russes de pétrole brut à destination de l'Asie. Les restrictions imposées par les États-Unis, l'Union européenne et les autres pays membres de la coalition du plafonnement des prix ont également limité l'accès de la Russie à certains services maritimes, d'assurance et de financement. Pour maintenir ses exportations, Moscou s'appuie notamment sur une flotte dite « fantôme », composée de navires qui transportent du pétrole russe en dehors des circuits traditionnels ou selon des modalités permettant de contourner certaines restrictions. La politique occidentale n'est toutefois pas uniforme ni immuable. À l'automne 2026, Washington a notamment autorisé, à titre temporaire, certaines cargaisons de diesel russe à destination des États-Unis, dans un contexte de tensions sur les approvisionnements et les prix de l'énergie. Les sanctions restent un instrument de pression économique mais leur application dépend des besoins énergétiques et des arbitrages politiques des pays qui les imposent. L'administration américaine faisant preuve de collusion politique et idéologique avec le Kremlin, l'articulation euro-américaine en matière de sanctions s'en trouve complètement déstabilisée.

Dans ce contexte, les pétroliers qui empruntent la Baltique sont un sujet de préoccupation pour les autorités européennes. Cette situation est notamment visible dans les détroits danois, passage obligé pour les navires qui relient les ports russes de la Baltique à la mer du Nord, puis aux routes maritimes mondiales. En 2025, 292 transits de navires inscrits sur les listes de sanctions de l'Union européenne ont été recensés dans les eaux danoises, soit presque un par jour en moyenne. Pour les autorités danoises, la difficulté consiste à surveiller ces navires, à vérifier leur statut et à prévenir les risques de pollution ou d'accident, sans entraver illégalement la navigation internationale. Un navire visé par des sanctions ne peut pas être automatiquement arraisonné dès lors qu'il traverse les eaux d'un pays. Les possibilités d'intervention dépendent notamment de sa position, de son pavillon, de la nature des soupçons et des règles du droit maritime international. Une inspection ou une immobilisation légalement justifiée peut néanmoins perturber une livraison, entraîner des frais supplémentaires et compliquer les opérations commerciales liées au pétrole russe. Elle peut aussi obliger les armateurs, les assureurs et les intermédiaires à réévaluer les risques associés à ces transports. Le contrôle des détroits danois est donc devenu un enjeu concret pour les pays riverains. Il s'agit pour ces derniers de faire appliquer les mesures restrictives dont ils ont la charge, tout en préservant la liberté de navigation et en limitant les risques que des navires parfois anciens, mal entretenus ou insuffisamment assurés font peser sur les côtes et les infrastructures de la région.

Au centre de la mer Baltique, Kaliningrad occupe une place particulière dans le dispositif militaire russe. Séparée du reste de la Russie et située entre la Pologne et la Lituanie, cette exclave abrite notamment des installations navales, des systèmes de défense aérienne et des capacités de frappe à longue portée. Moscou peut ainsi y maintenir une présence militaire avancée et menacer, en cas de conflit, certaines infrastructures et voies de communication de l'OTAN. Cette position a toutefois ses limites puisque Kaliningrad dépend de liaisons maritimes et aériennes pour une partie de ses approvisionnements, tandis que ses communications terrestres avec le reste du territoire russe traversent des pays membres de l'OTAN ou le Bélarus, allié de Moscou. La proximité de Kaliningrad avec le corridor de Suwałki renforce son importance stratégique. Cette bande de territoire située entre la Pologne

et la Lituanie, large d'environ 65 kilomètres à son point le plus étroit, relie les États baltes au reste du territoire de l'Alliance par voie terrestre. Elle sépare également Kaliningrad du Bélarus. En cas de conflit majeur, la sécurisation de ce passage serait essentielle pour permettre l'acheminement de renforts, de matériel et de ravitaillement vers la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Une offensive ou une menace militaire simultanée depuis Kaliningrad et le Bélarus compliquerait les mouvements de forces alliées. Il constitue donc un point de vigilance majeur dans la planification de la défense collective de l'OTAN.

Plus au nord, l'île suédoise de Gotland occupe une position déterminante au milieu de la Baltique. Située entre la Suède continentale et les côtes baltes, elle permet de mieux surveiller les mouvements maritimes et aériens et de contribuer à la protection des voies de communication régionales. Des forces déployées sur l'île peuvent participer à la surveillance d'une vaste partie de la mer Baltique et soutenir les opérations de défense dans les pays voisins. La Suède a renforcé sa présence militaire sur Gotland, où des unités permanentes ont été rétablies après une longue période de réduction des effectifs militaires. Son adhésion à l'OTAN, le 7 mars 2024, a ajouté une dimension collective à cette présence. L'île est désormais intégrée à la planification de la défense alliée, ce qui facilite la coordination avec les forces suédoises et celles des autres membres de l'Alliance.

La sécurité de la Baltique dépend, en somme, de la capacité à protéger simultanément les voies maritimes, l'espace aérien, les infrastructures critiques et les liaisons terrestres entre les pays membres. Cette grille de lecture doit également intégrer Mourmansk et la péninsule de Kola, dans l'Arctique russe. Cette région abrite les principales installations de la flotte du Nord, qui joue un rôle essentiel dans la dissuasion nucléaire de la Russie, notamment grâce à ses sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Elle accueille également des moyens navals et aériens conventionnels qui contribuent à la défense des approches septentrionales du pays. Depuis la péninsule de Kola, les bâtiments russes peuvent rejoindre la mer de Barents, puis la mer de Norvège et l'Atlantique Nord. Ces passages sont stratégiques, car ils permettent à la Russie de maintenir ses capacités navales au-delà de ses eaux côtières et de préserver la possibilité de déployer ses forces dans l'Atlantique. Pour l'OTAN, la surveillance de ces mouvements et la protection des liaisons maritimes entre l'Amérique du Nord et l'Europe font partie intégrante de la défense du flanc nord.

La Baltique et l'Arctique doivent donc être envisagés comme deux espaces étroitement liés dans le calcul stratégique russe. D'une part, la Baltique concentre des enjeux de proximité territoriale, de contrôle des routes maritimes et de défense des États baltes. D'autre part, l'espace arctique revêt une importance particulière pour la dissuasion nucléaire, les capacités sous-marines russes et l'accès à l'Atlantique Nord. Ces espaces sont interdépendants, ce qui donne à la région son importance stratégique. La sécurité de chaque espace dépend de la capacité des États européens et de leurs alliés à défendre les voies de communication et à maintenir leur liberté d'action dans l'ensemble du flanc nord de l'Alliance.

La cohésion de l'Alliance à l'épreuve

Les incidents survenus en mer Baltique révèlent la difficulté pour les États européens de déterminer comment répondre à ces actions. Les dommages causés aux câbles sous-marins, les perturbations des signaux GPS et les incursions dans l'espace aérien peuvent résulter de circonstances différentes. Lorsqu'ils se répètent dans un contexte de tensions avec la Russie, ils soulèvent néanmoins des questions de sécurité qui dépassent chaque incident pris isolément.

L'enjeu est d'autant plus important que ces actions se situent en dessous du seuil qui déclencherait une réponse militaire directe. Une attaque armée clairement attribuée à un État appelle une réaction relativement identifiable. Une action dont les circonstances restent floues laisse davantage de place à l'interprétation. Les gouvernements doivent alors décider s'ils disposent de suffisamment d'éléments pour désigner un responsable, quelles mesures prendre et comment éviter une escalade. Cette incertitude complique la réponse collective de l'OTAN, dont les membres ne perçoivent pas le risque de la même manière.

La répétition des incidents peut aussi produire des effets sans provoquer de confrontation ouverte. Elle oblige les autorités à mobiliser des moyens de surveillance et à renforcer la protection des infrastructures, tout en consacrant davantage de ressources à la sécurité maritime. Elle entretient également un climat d'inquiétude au sein des populations et pèse sur les activités économiques. Les infrastructures sous-marines sont particulièrement sensibles dès lors que les câbles de télécommunications assurent une part essentielle des échanges numériques, tandis que les interconnexions électriques contribuent à la stabilité des réseaux nationaux. Une interruption prolongée pourrait donc avoir des conséquences bien au-delà du secteur directement touché.

Face à ces risques, la surveillance constitue une première ligne de défense. Les États riverains doivent également pouvoir partager rapidement leurs informations, croiser les données civiles et militaires et coordonner leurs enquêtes. La présence de navires militaires ou de patrouilles aériennes permet de mieux suivre les activités suspectes, sans pour autant garantir qu'un incident sera empêché ou immédiatement attribué. La résilience des infrastructures compte tout autant. Cela implique de disposer de capacités de réparation, de solutions de secours et de procédures communes afin de limiter les effets d'une interruption.

L'objectif stratégique de ces pressions est de mettre à l'épreuve la cohésion politique des alliés, en les obligeant à arbitrer entre prudence et fermeté. En tout état de cause, une réponse trop faible risque d'encourager la répétition des incidents.

La stratégie des États baltes : une dissuasion par déni

Pour l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, la sécurité ne se limite pas à la défense de leur territoire. Leur expérience historique de la domination soviétique, puis l'évolution des relations avec Moscou depuis l'annexion de la Crimée en 2014, ont marqué leur lecture de la menace russe. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022 a renforcé cette perception.

Leur grille de lecture explique leur soutien politique, militaire et financier à Kyiv. Si la Russie sortait de la guerre en position de force, elle pourrait reconstituer ses capacités militaires et exercer une pression accrue sur ses voisins. Le soutien à l'Ukraine s'inscrit ainsi dans leur propre stratégie de défense, même si ses effets dépendent de l'évolution du conflit et des ressources que la Russie pourra consacrer à ses forces armées.

Sur le plan national, les trois pays cherchent à rendre toute agression plus difficile à préparer et plus coûteuse à mener. Cette logique de dissuasion par le déni repose sur la capacité à détecter une menace et à ralentir une progression adverse, tout en tenant suffisamment longtemps pour permettre l'arrivée de renforts alliés. Elle exige des forces disponibles, entraînées et équipées, mais aussi des réserves, une logistique fonctionnelle et une population préparée aux situations de crise. La défense territoriale suppose que l'ensemble du dispositif puisse fonctionner dans la durée. La dimension civile occupe, à cet égard, une place importante. Les autorités doivent prévoir le maintien des services essentiels en cas de crise et organiser la continuité des communications. Ces États préparent ainsi leurs administrations à fonctionner malgré des perturbations. La circulation de fausses informations peut également compliquer la gestion d'une urgence, notamment si elle nourrit la confusion sur l'origine d'un incident ou sur les décisions prises par les autorités. Le renforcement de la résilience suppose donc une information publique fiable et une relation de confiance entre les institutions et la population.

Enfin, les États baltes savent que leur défense dépend de la capacité des alliés à intervenir rapidement. Leur appartenance à l'OTAN constitue la principale garantie contre une agression conventionnelle, mais cette garantie doit pouvoir se traduire concrètement par l'arrivée de renforts, l'acheminement de matériel et le maintien des lignes de communication. La crédibilité de la dissuasion repose donc autant sur la préparation nationale que sur la capacité collective à agir sans délai.

Une défense nord-européenne plus cohérente

L'adhésion de la Finlande à l'OTAN puis celle de la Suède ont modifié les conditions de défense de l'Europe du Nord. Les deux pays disposaient déjà de forces armées développées et entretenaient une coopération étroite avec plusieurs membres de l'Alliance. Leur intégration apporte désormais un cadre commun à cette coopération et facilite la planification de la défense dans cette région où, plus que jamais, les espaces maritimes, aériens et terrestres sont étroitement liés.

Pour les États baltes, cette évolution réduit le risque d'isolement stratégique. La Finlande renforce le dispositif allié sur le flanc oriental, tandis que la Suède apporte une profondeur géographique importante dans la Baltique. Son territoire peut contribuer à l'organisation des mouvements de forces et à la coordination des opérations. L'élargissement de l'Alliance a fait émerger des défis supplémentaires. Les forces armées doivent harmoniser leurs plans, s'entraîner ensemble et pouvoir employer leurs équipements dans des conditions opérationnelles compatibles. Les renforts doivent disposer d'infrastructures, notamment des routes, des ports, des voies ferrées et des installations capables d'absorber des mouvements militaires importants. Les stocks de munitions, les moyens de transport et les capacités de réparation sont tout aussi déterminants.

À plus long terme, l'évolution de la menace dépendra aussi de la trajectoire militaire de la Russie. La guerre en Ukraine mobilise une part importante de ses ressources, mais ses conséquences sur les capacités russes après la fin des combats demeurent incertaines. Une période de réorganisation pourrait permettre à Moscou de reconstituer certaines unités tout en tirant les enseignements du conflit en cours.

La question des moyens demeure centrale. La hausse des budgets de défense en Europe, au-delà des annonces, doit se traduire par des capacités utilisables. Les délais de production restent contraints en raison des sous-investissements de ces dernières décennies, sans omettre les situations budgétaires et sociales de nombre d'entre eux. La disponibilité des personnels est également en enjeu de taille, au même titre que celui de la dépendance à certains fournisseurs. La coordination entre alliés est donc indispensable pour éviter les lacunes capacitaires et permettre un partage plus efficace des responsabilités.

Bibliographie

Sources institutionnelles

Commission européenne. « Commission, Baltic States and Poland Commit to Accelerated Baltic Grid Synchronisation with Continental Europe », 19 décembre 2023.

Commission européenne. « New European Coordinator Appointed to Oversee Completion of Baltic Synchronisation Energy Project », 8 janvier 2025.

Commission européenne. *Baltic Energy Market Interconnection Plan (BEMIP)*, page institutionnelle, consultée le 28 octobre 2026.

Commission européenne. *Train de mesures sur les réseaux européens*, COM(2025) 1005 final, 10 décembre 2025.

Commission européenne et Service européen pour l'action extérieure. « Joint Statement on the Investigation into Damaged Electricity and Data Cables in the Baltic Sea », 26 décembre 2024.

Parlement européen, sous-commission « Sécurité et défense ». *Hybrid War: Protection of Undersea Cables in the Baltic Sea — Background Information*, document de travail, février 2025.

Sénat. *Le Nord de l'Europe : nouveau centre de gravité ?*, rapport d'information n° 849 (2024-2025), commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, 9 juillet 2025.

OTAN. « Baltic Sentry », 14 janvier 2025.

OTAN. « Déclaration du Conseil de l'Atlantique Nord sur les récentes violations de l'espace aérien par la Russie », 23 septembre 2025.

OTAN. *Rapport annuel 2025 du secrétaire général*, publié en 2026.

OTAN. « Eastern Sentry », 12 septembre 2025.

Travaux de recherche

AUBERT, Louis, entretien avec Kjell ENGELBREKT. « L'environnement sécuritaire en Europe du Nord : les théâtres arctiques et baltiques face à la pression russe », Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega), 6 novembre 2020.

CANCIAN, Mark F., et Sean MONAGHAN. « *Repel, Don't Expel* »: *Strengthening NATO's Defense and Deterrence in the Baltic States*, Center for Strategic and International Studies (CSIS), 6 juillet 2023.

- DALSJÖ, Robert, Christofer BERGLUND et Michael JONSSON. *Bursting the Bubble? Russian A2/AD in the Baltic Sea Region: Capabilities, Countermeasures, and Implications*, FOI-R-4651-SE, Swedish Defence Research Agency (FOI), 4 mars 2019.
- GUSTAFSSON, Jakob, et Eva HAGSTRÖM FRISSELL. *A New Generation of Forward Defence: NATO in the Baltic States*, FOI-R-5765-SE, Swedish Defence Research Agency (FOI), 19 juin 2025.
- Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega). *Europe du Nord, pays Baltes : vers un nouveau centre de gravité géopolitique ?*, résumé exécutif du symposium du 26 octobre 2023, 12 janvier 2024.
- MONTBRIAL, Thierry (de), et Dominique DAVID (dir.). *RAMSES 2027. Au cœur des tempêtes*, Paris, Dunod/Institut français des relations internationales (Ifri), septembre 2026. Contribution d'Élie TENENBAUM et Coline LEVRAT, « Défense de l'Europe : une nouvelle équation », p. 77.
- TENENBAUM, Élie, avec la collaboration d'Amélie ZIMA, « Retour à l'Est : la France, la menace russe et la défense du "Flanc Est" de l'Europe », Focus stratégique, n° 119, Ifri, juin 2024.



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org